

Des critiques en Colombie contre la proposition de loi anti-émeute du gouvernement

Image not found or type unknown

Bogotá, 30 juin (RHC) De nombreuses personnes en Colombie critiquent aujourd'hui une proposition du président Iván Duque pour concevoir une nouvelle loi contre ceux qui commettent des actes de vandalisme et provoquent des émeutes dans les manifestations.

Aujourd'hui, le chef d'état a invité le Congrès à élaborer ensemble une loi moderne anti-émeute, dans le contexte des mobilisations antigouvernementales qui secouent le pays depuis deux mois.

Selon Duque, la réglementation empêcherait ceux qui encouragent ces pratiques de passer 'impunément pour contourner les droits des Colombiens'.

Lors d'une cérémonie de montée en grade des officiers de la Police Nationale, il a souligné qu'en Colombie il doit y avoir une discussion 'claire et responsable' pour que la citoyenneté fasse une distinction entre 'ce qui est et ce qui doit être la protestation pacifique'.

Il a souligné que le vandalisme, les émeutes et le terrorisme urbain sont les principaux ennemis de la manifestation pacifique.

Le sénateur de l'Alliance Verte Antonio Sanguino a déclaré que Duque annonçait la loi anti-émeute pour protéger légalement la répression violente contre les jeunes.

Il a affirmé que le dirigeant souffrait d'un 'sérieux problème mental et cognitif de connexion à la réalité'.

L'ancien ministre de l'Intérieur Juan Fernando Cristo est d'accord avec Sanguino au sujet de la déconnexion du président.

'Duque propose une loi anti-vandalisme et anti-émeute quand il croit qu'avec une loi il résout les graves problèmes qui ont causé une explosion sociale en Colombie. Quelle déconnexion! Absurde', -a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Sur le même réseau social, l'organisation Memorias Colombia s'est demandée pourquoi le président propose une nouvelle réglementation au lieu de faire appliquer à la force publique les dispositions existantes et de respecter le droit constitutionnel de protester.

La Colombie connaît une explosion sociale depuis le 28 avril dernier, lorsque des milliers de personnes sont descendues dans la rue contre une réforme néolibérale du gouvernement.

Depuis lors, les manifestations persistent, de nouvelles journées de protestation sont annoncées. La répression policière se poursuit contre les manifestants qui réclament, entre autres, la cessation des violations des droits de l'homme, la mise en œuvre de l'accord de paix, un emploi et des études pour les jeunes.

Selon le dernier rapport de l'organisation non gouvernementale Temblores, entre le 28 avril et le 26 juin, la police a commis quatre mille six cent soixante-sept actes de violence.

Le collectif documente 44 homicides dont les agresseurs présumés sont des membres de la force publique, 82 cas de lésions oculaires et 228 victimes de coups de feu, 28 victimes de violences sexuelles, 25 arrestations arbitraires, entre autres actions répressives.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262401-des-critiques-en-colombie-contre-la-proposition-de-loi-anti-emeute-du-gouvernement>



Radio Habana Cuba